

sich selbst und seine Familienangehörigen über ausreichende finanzielle Mittel verfügt. Wenn ein Migrant von einer kantonalen Durchführungsstelle Ergänzungsleistungen bezieht, ist es offensichtlich, dass die erwähnte Voraussetzung bei der Migration in unser Land nicht erfüllt war bzw. nicht erfüllt ist.

Ich habe in der Motion angeregt, dass der Bundesrat bzw. die zuständigen Bundesämter das Meldeverfahren zwischen den Migrationsämtern und den EL-Stellen entsprechend klären und regeln sollen. Es kann nicht sein, dass kantonale Sozialversicherungsbehörden Ergänzungsleistungen an Ausländer ausrichten und die kantonalen Migrationsbehörden nicht über dieses Faktum informiert sind.

Die Umsetzung meiner Motion bekommt im Hinblick auf die Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative eine besondere Bedeutung. Ich danke dem Bundesrat, dass er ebenfalls Handlungsbedarf feststellt und die Annahme der Motion beantragt hat.

In diesem Sinne ersuche ich Sie, die Motion, obschon sie vonseiten der Kollegin Schenker Silvia bekämpft wird, anzunehmen.

**Berset Alain, conseiller fédéral:** Cette motion date effective-ment d'environ deux ans. Elle charge le Conseil fédéral d'améliorer les échanges de données entre les autorités migratoires et les autorités compétentes en matière de prestations complémentaires, pour éviter que les organes d'exécution ne versent de telles prestations à des ressortissants étrangers sans que les autorités migratoires en question en soient informées.

Depuis le dépôt de la motion, il faut dire que le Conseil fédéral a transmis au Parlement son message relatif à la modification de la loi fédérale sur les étrangers. Le projet prévoit précisément un échange de données relatif à la perception de prestations complémentaires et à la révocation des autorisations de séjour dans le sens voulu par la motion. Par conséquent, et dans la mesure où le Conseil fédéral a déjà intégré l'objectif recherché par la motion dans le projet, il est déjà de la compétence du Parlement de définir matériellement la suite qu'il souhaite donner à ces propositions.

Cela signifie que la motion est sans objet puisqu'elle est déjà intégrée dans le projet transmis par le Conseil fédéral au Parlement. Considérant qu'elle n'est plus d'actualité puisque réalisée, il est aujourd'hui possible ou de la rejeter, ou de l'accepter.

*Abstimmung – Vote*

*(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.3307/13 714)*

Für Annahme der Motion ... 133 Stimmen

Dagegen ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

14.3336

**Motion Keller Peter.  
Suche nach neuer Landeshymne  
als dümmliche Casting-Show.  
Parlament und/oder Schweizerröck  
sollen bestimmen!**

**Motion Keller Peter.  
Renouvellement de l'hymne national.  
La décision appartient  
au Parlement ou au peuple suisse  
et non à un casting télévisé bébé!**

Nationalrat/Conseil national 16.06.16

**Präsident** (Stahl Jürg, erster Vizepräsident): Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

**Keller Peter** (V, NW): Ich sehe, der Herr Bundesrat sucht bereits eine neue Hymne auf seinem Handy.

«Trittst im Morgenrot daher» – wie geht es weiter? Selbst ich kann nicht sämtliche Strophen auswendig. Ich denke, das ist auch nicht der Punkt. Auch einer neuen Hymne würde es ähnlich ergehen. Wir haben diesen Schweizerpsalm. Hinter ihm steckt eine schöne Entstehungsgeschichte: Die Schweiz war Mitte des 19. Jahrhunderts tief gespalten, konfessionell gespalten zwischen der katholischen Schweiz und der reformierten Schweiz. Diese Spaltung führte letztendlich 1847 sogar zu einem Bürgerkrieg. In dieser Zeit setzten sich zwei Männer zusammen, ein Komponist und katholischer Priester, Alberik Zwyssig, und ein protestantischer Dichter aus Zürich, Leonhard Widmer – und sie schufen zusammen diese Hymne.

Man kann über den Text streiten. Man kann sagen, diese konfessionelle Geschichte sei veraltet. Aber die Idee oder der Gedanke dahinter ist doch bis heute gültig. Wenn Sie hier auf das Wandbild hinter mir schauen, ins Gewölk hinein, sehen Sie eine leicht bekleidete Dame mit einem Ölzweig in der Hand. Das ist die Concordia. Sie steht für die Eintracht. Genau dieser Gedanke steckt auch in dieser Hymne: dass man sich zusammenrauft, wenn man auch unterschiedlicher Meinung, unterschiedlicher Konfession oder was auch immer ist. Dieser Gedanke ist im Schweizerpsalm enthalten.

Die Motion will nicht, dass die Hymne für immer und ewig festgefroren wird. Es ist kein Verbot einer neuen Hymne. Sie will nur Klarheit darüber schaffen, wie auf dem politischen Weg vorzugehen ist, falls man eine neue Hymne einführen will. Denn jetzt ist hier ein unklarer Zustand. Es ist rechtlich nicht eindeutig festgelegt, bei wem die letzte Entscheidung liegt. Die Motion möchte, dass eine allfällige neue Hymne hier im Parlament behandelt und beraten wird, dass wir hier – ob einträchtig oder nicht – darüber befinden können und man letztlich, wie auch immer die Entscheidung ausfällt, auch die Möglichkeit hätte, das Referendum zu ergreifen, sodass am Ende die Bevölkerung darüber befinden könnte, ob sie eine neue Hymne möchte. Denn wer darf oder muss am Schluss eine Hymne singen? Es ist nicht nur der Bundesrat, es ist nicht nur das Bundesamt für Kultur, es sind nicht nur wir hier im Rat, es ist die Schweizer Bevölkerung. Ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen – im Geiste der Entstehung, im Geiste der Concordia, wie Sie sie hier hinter mir sehen.

**Berset Alain, conseiller fédéral:** Monsieur Peter Keller, il est vrai qu'avec le nombre d'interventions parlementaires qui ont été déposées à ce sujet, c'est une grande publicité et, qui plus est, gratuite qui est faite à cette affaire. Le Conseil fédéral estime pour sa part qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat, mais enfin puisque vous souhaitez entendre encore une fois la position du Conseil fédéral à ce sujet, je vous la communique volontiers.

Effectivement, nous avons pris connaissance, tout comme vous, qu'en 2014 la Société suisse d'utilité publique avait lancé un concours public pour moderniser le texte de l'hymne national suisse. Ce projet a suscité beaucoup d'intérêt, notamment au sein du Parlement, puisque pas moins de sept interventions parlementaires ont été déposées à ce sujet. Manifestement, le destin de notre hymne national préoccupe beaucoup le Parlement.

J'aimerais rappeler le contexte en quelques mots. L'hymne national a été introduit dans sa forme actuelle en 1961, de manière temporaire. Il a été installé définitivement en 1981. Ce sont des développements récents. De votre côté, vous avez rappelé les événements précédents: la création et la composition de l'hymne. Il faut constater que, depuis son introduction en 1961, il y a eu plusieurs tentatives pour le modifier. Aucune des propositions faites jusqu'ici n'a réussi à convaincre.

Je rappelle que la Confédération n'est pas associée au projet de la Société suisse d'utilité publique; que le projet n'est pas non plus financé par la Confédération, et ce ni directement, ni indirectement. Nous avons pris connaissance, tout comme vous, que la Société suisse d'utilité publique avait



choisi un texte le 12 septembre 2015. La Confédération n'a reçu à ce jour aucune demande de modification de l'hymne national.

Votre motion, Monsieur le conseiller national, souligne l'importance de l'hymne national pour l'identité du pays. Nous pouvons naturellement nous joindre à cette appréciation. Face à la controverse et aux critiques suscitées par le projet, vous demandez que le Conseil fédéral soumette au Parlement une éventuelle décision sur un éventuel nouvel hymne, plutôt que de trancher lui-même la question.

Il y a quelques années, en 2004, en 2008, le Conseil fédéral avait déjà justifié de manière circonstanciée, en prenant position sur des motions, les raisons pour lesquelles il ne voyait pas l'utilité de prendre lui-même une quelconque initiative visant à modifier l'hymne national. Il rappelait alors que la version actuelle n'avait pas à craindre la comparaison avec des créations plus modernes et que sa notoriété en faisait un hymne national tout à fait convenable. A cette occasion, le Conseil fédéral rappelait aussi qu'il serait sans doute difficile à une nouvelle création de rencontrer une adhésion générale.

Nous restons fidèles à cette position. J'ai eu l'occasion d'expliquer en décembre 2015, au Conseil des Etats, que le Conseil fédéral ne voyait en l'état aucune nécessité stratégique à l'introduction d'un nouvel hymne national. Par conséquent, il ne prendra pas d'initiative à ce sujet. Maintenant, si une large partie de la population voulait un nouvel hymne, il faudrait alors en discuter. Mais, à ce moment-là, quoi qu'il en soit, le Conseil fédéral ne déciderait pas de son propre gré et sans consultation des chambres de l'introduction d'un nouvel hymne national.

C'est la raison pour laquelle la motion est superflue, et je vous invite à la rejeter.

**Keller Peter (V, NW):** Sie reden von Konsultation. Können Sie Klarheit schaffen, was damit gemeint ist? Ist es eine schlichte Befragung, oder ist es effektiv so, dass das Parlament mit-einbezogen wird, dass eben im Geiste der schweizerischen Demokratie entschieden wird, wenn allenfalls eine Änderung der Hymne anstehen würde?

**Berset Alain, conseiller fédéral:** Monsieur Keller, je vous remercie de votre question. Vous semblez suspecter le Conseil fédéral de ne pas dire toute la vérité dans cette affaire et peut-être de se préparer à vouloir introduire un nouvel hymne national par la petite porte, sans consulter comme il se doit le Parlement. Par consultation, nous entendons la réalisation pleine et entière des pouvoirs du Parlement dans ses possibilités de dire s'il souhaite ou ne souhaite pas modifier l'hymne national.

**de Buman Dominique (C, FR):** Monsieur le conseiller fédéral, selon vos déclarations et la réponse donnée à Monsieur Peter Keller, ne pensez-vous pas que l'hymne national appartient par analogie au domaine de la souveraineté, comme c'est le cas des armoiries et du drapeau? Par conséquent, ne devrait-il pas y avoir une sorte d'anticipation vis-à-vis de la Société suisse d'utilité publique afin que ne se poursuive pas une démarche qui n'a en quelque sorte aucune légitimité et qui pourrait aboutir, à un moment donné, à une frustration chez les initiateurs de ladite démarche?

**Berset Alain, conseiller fédéral:** Si j'entends bien votre question, Monsieur le deuxième vice-président, vous faites mention de ces discussions qui existent, semble-t-il, entre la Société suisse d'utilité publique et d'autres intervenants que peuvent être les communes.

J'aimerais vous rappeler ici que la situation juridique est absolument claire: notre hymne national a une base claire dans une décision du Conseil fédéral de 1961, confirmée en 1981. Je précise que toute autre discussion n'appartient pas au domaine public en tant que tel, et qu'il serait pour le moins délicat de commencer à dire dans notre pays à des acteurs privés de quoi ils peuvent parler ou ne pas parler. Nous pourrions tout aussi bien – et je crois que c'est un élément

important – nous réjouir du fait que, dans le fond, l'hymne national soulève un certain nombre de passions. On l'a reconnu ici au Parlement.

La responsabilité du Conseil fédéral et du Parlement est que la situation soit claire et sans équivoque. Le Conseil fédéral part de l'idée qu'elle l'est aujourd'hui.

*Abstimmung – Vote*

*(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.3336/13 715)*

Für Annahme der Motion ... 87 Stimmen

Dagegen ... 93 Stimmen

(3 Enthaltungen)

14.3343

**Motion Trede Aline.  
Task-Force zum Schutz  
nationaler Minderheiten.  
Umsetzung der Verpflichtungen**

**Motion Trede Aline.  
Protection des minorités nationales.  
Institution d'un groupe de travail**

Nationalrat/Conseil national 16.06.16

14.3370

**Motion Semadeni Silva.  
Task-Force zum Schutz  
nationaler Minderheiten.  
Umsetzung der Verpflichtungen**

**Motion Semadeni Silva.  
Protection  
des minorités nationales.  
Institution d'un groupe de travail**

**Mozione Semadeni Silva.  
Task force per la protezione  
delle minoranze nazionali.  
Attuazione degli obblighi**

Nationalrat/Conseil national 16.06.16

**Präsident (Stahl Jürg, erster Vizepräsident):** Wir behandeln die gleichlautenden Motionen Trede 14.3343, übernommen von Frau Arslan, und Semadeni 14.3370 gemeinsam. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung beider Motionen.

**Arslan Sibel (G, BS):** Die Motion beantragt dem Bundesrat, eine nationale Task-Force einzusetzen, um die im europäischen Rahmenübereinkommen zum Schutz nationaler Minderheiten formulierten Verpflichtungen gegenüber Jenischen, Sinti und Roma umzusetzen. Der Bundesrat antwortet, dass er sich für die Ausarbeitung konkreter Massnahmen einsetzen will, um den fahrenden Minderheiten eine ihrer Kultur entsprechende Lebensweise zu ermöglichen. Die grüne Fraktion ist erfreut, dass der Bundesrat, um dieses Ziel zu erreichen, eine Arbeitsgruppe zur Ermöglichung der fahrenden Lebensweise eingesetzt hat. In der Begründung der Motion und auch in der Antwort des Bundesrates wird aber ein weiterer Aspekt angesprochen. Am 11. Dezember 2011 hat das Schweizer Parlament das neue Bundesgesetz über die Kulturförderung angenommen, dessen Artikel 17 wie folgt lautet: «Der Bund kann Massnahmen treffen, um den Fahrenden eine ihrer Kultur entsprechende Lebensweise zu ermöglichen.» Wenn man diesen Artikel wörtlich nimmt, trifft er nur auf die fahrende Minderheit der Jenischen